

Avis adopté

Séance plénière du 15 octobre 2025

Complexité des *aides de l'Union européenne* et visibilité de son action

Déclaration des groupes Environnement et nature, Associations et CFDT

Au sortir de la guerre, l'Europe a su se reconstruire autour d'un idéal démocratique qui a constitué le socle même du projet européen. Aujourd'hui, ce modèle est remis en cause. Les règles qui ont fondé l'ordre international, qui ont bâti et protégé nos sociétés démocratiques semblent se déliter. C'est vrai au niveau mondial, mais également en Europe où le recul démocratique, la désinformation, l'impunité et l'autoritarisme de régimes illibéraux fragilisent les fondements même d'une Union Européenne par ailleurs souvent perçue par les européens comme lointaine et trop technocratique.

Il est donc impératif que l'UE rende son action lisible et compatible avec les attentes de ses citoyens. C'est particulièrement vrai en France où l'apport financier de l'Europe aux politiques nationales et régionales reste encore souvent méconnu. Il est donc indispensable de mieux valoriser l'apport de l'UE auprès des citoyens, par des actions de communications coordonnées et repensées. Pour cela il convient d'harmoniser la politique de communication des régions en créant un socle commun, afin d'optimiser la visibilité des projets financés par l'Union Européenne.

La Commission européenne vient de proposer une révision du prochain Cadre financier pluriannuel. Nos groupes, à l'instar de la Confédération européenne des syndicats, soulignent qu'une telle réorganisation du CFP ne peut s'envisager sans une consultation des partenaires sociaux et des acteurs associatifs. Il est par ailleurs nécessaire de préserver le financement et les politiques de cohésion sociale, territoriale et économique, ainsi que le FSE+.

Enfin, nous nous interrogeons et émettons les plus grandes réserves sur le plan national unique proposé dans le cadre de cette révision. Un tel dispositif risquerait d'affaiblir le rôle et la place des régions et de sacrifier des politiques majeures comme la cohésion territoriale et sociale.

Nos trois groupes ont voté cet avis.